

OCDE

ORGANISATION DE COOPERATION ET
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES



OECD

ORGANISATION FOR ECONOMIC
CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

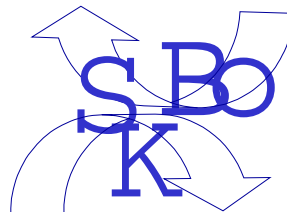
94 rue Chardon-Lagache, 75016 PARIS

E-mail: sahel.contact@oecd.org / Site web: <http://www.oecd.org/sah>

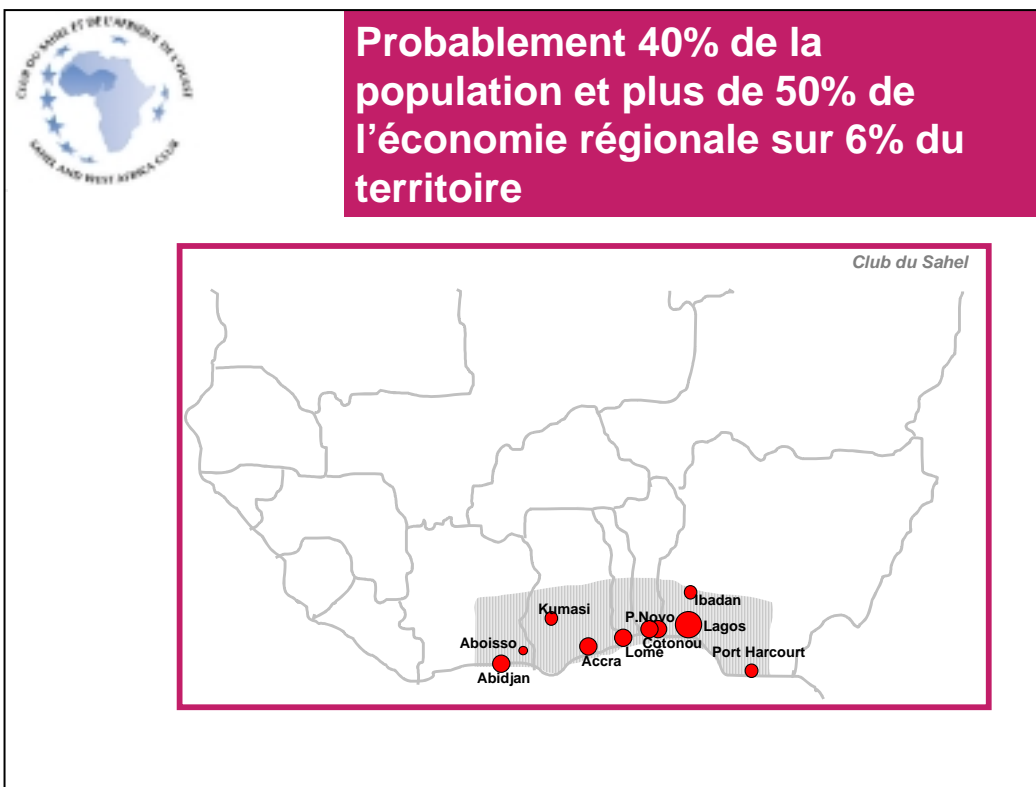
Une expérience d'approche locale
de la coopération régionale sur
le pays frontière S.K.BO avec une entrée
par le coton et les organisations de producteurs ?

Note du Secrétariat

SAH/D(2001)518



Novembre 2001



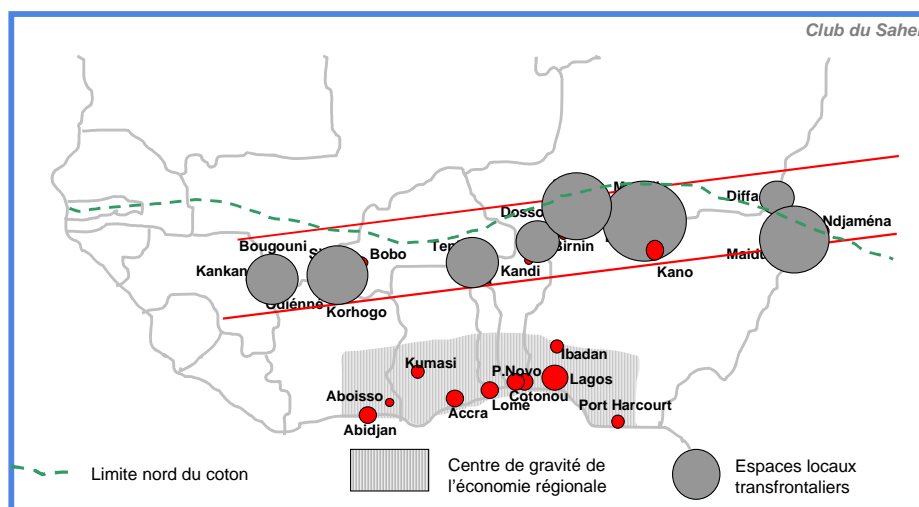
Selon la Banque mondiale, l'Afrique de l'Ouest comptait en 1998, 220 millions d'habitants pour un Produit régional brut de 75 milliards de dollars. Le Nigeria, la Côte d'Ivoire et le Ghana représentent à eux trois 64% de la population et 67% de l'économie régionale.

Plus précisément, on peut probablement estimer que 40% de la population et plus de 50% de la richesse régionale sont concentrés sur une bande de 300 km de large et de 1 500 km de long allant d'Abidjan à l'ouest à Port Harcourt à l'est. Cette zone de 450 000 km² (soit 6% de la superficie de l'Afrique de l'Ouest ou 10 % si l'on exclut les zones désertiques) constitue le centre de gravité de l'économie régionale.

Des scénarios à moyen terme développés dans le cadre de l'étude WALTPS confirment que cette tendance à la polarisation d'une part toujours plus importante de l'économie régionale autour du Golfe du Bénin, n'a aucune raison de s'arrêter. Une évolution tendancielle, c'est-à-dire un simple prolongement des évolutions du passé, pourrait conduire à une concentration des deux tiers de la richesse de l'Afrique de l'Ouest dans cette petite zone aux alentours de 2020.



La zone soudano-sahélienne et l'intégration régionale Sahel-Côte



Mais Il est également important de rappeler que la bande soudano-sahélienne de l'Afrique de l'Ouest dispose d'atouts importants. Elle est le cœur de l'agriculture régionale ; zone du coton, c'est ici qu'existent les potentialités les plus fortes de décollage d'une agriculture destinée à répondre aux besoins croissants du marché régional (céréales, fruits et légumes, élevage intensif...). Elle dispose d'un réseau de villes en pleine mutation : en une génération, le nombre de ville de plus de 100 000 habitants a doublé dans cette zone. Zone frontière entre les pays sahéliens et les pays côtiers, elle est au cœur des échanges régionaux : c'est par elle que transite la (quasi) totalité des flux migratoires et de marchandise entre, d'une part, les pays sahéliens et le marché mondial et, d'autre part, les pays sahéliens et côtiers.

L'instauration des frontières y a créé des dynamiques spécifiques *où existe une forte solidarité des populations victimes de la partition coloniale*. Mais c'est aussi une zone de tensions réelles et virtuelles ; probablement une des zones les plus sensibles si l'on veut se préoccuper de prévention des crises.

Sud du Nord et Nord du Sud, cette zone est unie par une communauté de destin dans la région Afrique de l'Ouest. Les responsables de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest devraient considérer que l'un des enjeux principaux de cette intégration réside dans l'éventuelle capacité de cette zone à devenir un contrepoids fondé sur le marché régional face au centre de gravité actuel de la région dont le «moteur» est celui des échanges au loin.



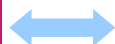
Proposition d'approche locale de l'intégration régionale

Favoriser l'émergence de coalitions d'intérêts locaux transnationaux mettant en valeur les potentialités de cette zone au profit de l'intégration de la région dans son ensemble.

Un travail dans la durée de médiation sociale et politique pour renforcer les solidarités et prévenir les conflits.



Diagnostic de type ECOLOC



Dialogue et négociation entre acteurs privés et publics des zones concernées : relance de secteurs économiques, infrastructures...

L'économie de la zone côtière, encore marquée par la prédominance des revenus rentiers, génératrice d'un équilibre précaire des revenus, constitue un frein puissant aux aspirations à l'intégration régionale. Face à cette situation, les pays enclavés n'ont de réel intérêt que dans un scénario où leurs avantages comparatifs (la production agropastorale et le commerce) peuvent s'exprimer au service du marché régional. On a vu d'autre part, que les zones nord des pays côtiers ont, en quelque sorte, les mêmes cartes à jouer. Il paraît donc souhaitable et nécessaire de favoriser l'émergence de coalitions d'intérêt transnationaux mettant en valeur les potentialités de cette zone au profit de l'intégration de la région dans son ensemble.

Le principe général de la démarche consiste à définir et à mettre en œuvre des stratégies locales/régionales concertées d'équipement et de relance économique dans la zone de contact entre les pays sahéliens et les pays côtiers. Ces processus doivent concerner un ensemble géographique cohérent, structuré par deux ou trois localités selon le nombre de pays concernés.

Les outils de cette démarche sont d'une part la **connaissance** de l'économie locale (diagnostic de type ECOLOC) et d'autre part, un processus de **concertation** entre les acteurs locaux et entre les acteurs locaux et les autorités nationales.

Tout ceci n'étant possible sans une démarche de médiation sociale politique permanente... Renforcement des solidarités et prévention des conflits.



Le principe est-il acceptable dans le contexte de tension ?

Oui :

Pour les pays côtiers : développer leurs parties nord qui ont le sentiment, souvent justifié d'être délaissées.

Prévenir les conflits inter-États par le renforcement des interdépendances économiques.

Condition :

Impliquer les États et les OIG et les réseaux régionaux d'acteurs !

Dans le contexte actuel de fortes tensions entre le nord et le sud au Nigeria et en Côte d'Ivoire, entre la Côte d'Ivoire et ses voisins sahéliens, etc., une telle hypothèse de travail pourrait paraître mal venue. Il n'en est rien, au contraire. C'est justement parce que les tensions se développent qu'il faut agir.

Pour les pays côtiers : lancer des programmes de développement de leurs parties nord qui ont le sentiment, souvent justifié, d'être délaissées.

Les solidarités régionales locales entre pays sahéliens et pays côtiers sont anciennes. Elles sont émoussées, voire remises en cause, par les politiques nationales (par exemple, le projet de nouvelle politique agraire en Côte d'Ivoire). La prévention des conflits passe aussi, et sans doute principalement, par un redéploiement de ces solidarités, par le renforcement des interdépendances entre acteurs locaux.

Mais, l'erreur consisterait à entreprendre ce type d'expérience avec les seuls acteurs locaux (élus, opérateurs privés, population). Les États, les OIG et les organisations régionales d'acteurs doivent être étroitement impliqués afin d'éviter que la démarche soit perçue comme uniquement locale. Il est par ailleurs très probable (et souhaitable) que les États, les OIG et les organisations régionales d'acteurs doivent jouer un rôle d'impulsion et/ou de caution.



Un certain nombre de partenaires souhaite s'impliquer activement dans une expérience de développement local/régional.


Le ROPPA peut y voir une occasion de passer aux «travaux pratiques de la mise en œuvre de la Politique Agricole Commune» du point de vue des producteurs qu'il est en train de discuter avec l'UEMOA.

Le PDM milite depuis longtemps, au nom de ses membres, pour le développement de la coopération inter-municipale transfrontalière au service du développement économique mais aussi au service de la gestion des conflits dont les localités frontalières sont souvent les premières victimes.

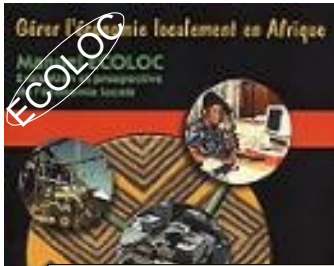
Le REAO y voit l'occasion d'activer autour de projets concrets des sous-réseaux spécialisés (transport, filières agro-alimentaires, etc.).

Les ministres de l'intégration africaine et de l'administration territoriale du Mali sont à l'origine d'une initiative récente sur les «pays frontières» qu'ils souhaitent développer dans le cadre de l'UEMOA et de la CEDEAO. L'objectif est «*le dépérissement des frontières d'Etat au profit de l'intégration régionale* ». L'approche locale/régionale proposée ici pourrait donner un contenu concret à cette initiative dont le Mali souhaite qu'elle fasse l'objet d'une première expérimentation sur la zone transfrontalière du Kéné Dougou ».

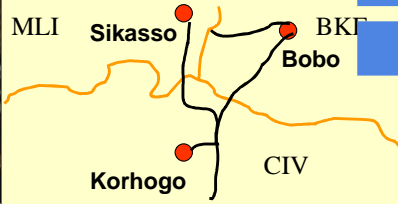
Les maires des trois capitales du Kéné Dougou (Sikasso, Korhogo et Bobo Dioulasso) ont, indépendamment, exprimés leur volonté de travailler ensemble (ECOLOG).



S.K.BO : les liens



- Unité culturelle
- Monnaie
- Compteur des échanges
- Climat et Coton
- «Hub» agricole
- Un port commun : Abidjan



Une unité culturelle certaine : celle de l'aire voltaïque, sénoufo et bobos cultivateurs, avec la présence très ancienne, dans le commerce et le pouvoir, d'une forte minorité dioula (groupe mandingue).

L'appartenance à des pays membres de l'UEMOA : monnaie commune et objectif de convergence des politiques économiques.

L'essentiel des échanges de personnes et de marchandises entre ces pays passe par les trois villes qui en sont donc les "compteurs".

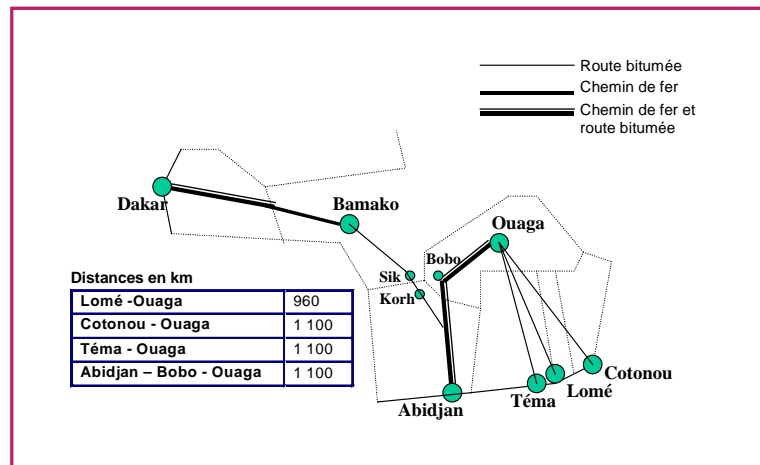
L'appartenance à la zone climatique soudano-sahélienne, comprise entre les isohyètes 900 mm et 1 200 mm (hors périodes de sécheresse). Le coton, qui est la culture industrielle dominante, de sorte que l'aménagement du territoire basé sur l'agriculture industrielle et le trafic régional s'analyse d'abord comme l'organisation de la filière coton.

Vocation de marchés de collecte de productions agricoles et de centres de redistribution de produits manufacturés.

Enclavement emprise de la basse Côte d'Ivoire : Abidjan est leur port commun. C'est par Abidjan qu'est exporté le coton. C'est en Côte d'Ivoire qu'est transformée une partie du coton produit au Mali et au Burkina. En sens inverse, la Côte domine l'intérieur dans la redistribution des biens importés de régions extérieures à l'Afrique.



SKBO : Destin commun dans l'Afrique de l'Ouest



Les trois villes sont situées sur l'axe de transport régional reliant Bamako et Ouagadougou à Abidjan. Mais les deux capitales sahéliennes disposent d'autres couloirs régionaux d'égale distance : principalement Dakar pour Bamako, et Lomé, Tema et Cotonou pour Ouagadougou. L'avenir réside dans le développement de la concurrence entre ces différents couloirs.

Bien que la voie ferrée desserve Bobo Dioulasso, la quasi-totalité du carburant importé circule sur le réseau routier, avec des charges lourdes qui accélèrent l'usure des chaussées ; de même, le coton-fibre est acheminé par camion jusqu'à Abidjan. La rénovation en cours de la voie ferrée (un investissement de 40 milliards de CFA a été consenti par SITARAIL) va à court terme profondément modifier ce schéma. L'objectif de SITARAIL est de prendre l'essentiel du marché de l'exportation du coton du triangle ainsi que celui de l'acheminement des marchandises (notamment les produits pétroliers) d'Abidjan vers le Burkina et le Mali.

Quelles seraient les conséquences de cette nouvelle configuration ? Sikasso et Korhogo seraient-elles nécessairement perdantes ? Quelle pourrait être une stratégie commune pour, d'une part, contribuer à l'amélioration de la compétitivité du « couloir abidjanais » vis-à-vis de ses concurrents régionaux et, d'autre part, développer l'économie commerciale des trois villes et de leur hinterland ?



Les synergies possibles du point de vue des opérateurs

Coton : le bon espace, le bon moment :

La plus grande région cotonnière de l'Afrique de l'Ouest : un terroir, une « AOC » ?

Privatisation achevée en Côte d'Ivoire, libéralisation en cours au Mali et au Burkina Faso

Un enjeu considérable à court terme : les intrants

A plus long terme : une filière plus intégrée

Un contenu concret à l'appui régional aux acteurs

Le local entraîne le régional

Un million d'ha de coton dans les 3 pays dont l'essentiel dans la zone SKBO. La zone est le lieu pertinent pour une action concertée des opérateurs locaux dans le cadre de la politique agricole commune. Aujourd'hui, la réflexion zonale n'existe pas. **Libéralisation** partielle en cours au Mali et au Burkina Faso, achevée en Côte d'Ivoire.

Les intrants = un marché de l'ordre de 100 000 t/an dans la zone (150 000 t dans les 3 pays), actuellement aux mains de la CMDT au Mali, de la SOFITEX et de l'union des producteurs en Côte d'Ivoire ; tous ne sont que des revendeurs. **Marché actuellement dominé par les grandes firmes internationales ; engrais importés.** Il est techniquement **possible de produire des engrais et insecticides localement** à moindre coût à condition de concevoir l'opération à **grande échelle** (SKBO). L'enjeu est économique, il est également environnemental : problèmes d'acidité et de sédimentation des sols. Les enjeux sont aussi : **l'agriculture vivrière** très liée au coton ; le développement d'une **filière viande**, notamment par l'aliment de bétail/coton aujourd'hui très sous-développé ; **la production de fil** : 3kg de coton graine pour 1 kg de fibre vendu 300 CFA... 1.5kg de coton graine pour un kg de fil vendu à 2500 CFA.

L'impulsion ne peut venir que d'une **concertation zonale des OP** qui aujourd'hui, et individuellement, n'ont ni l'expérience ni les moyens de négocier avec les grandes firmes internationales (cf. de nombreuses difficultés en Côte d'Ivoire, comme d'ailleurs au Bénin). Mais une alliance OP n'est pas suffisante : seulement une première étape vers la négociation avec les autres réseaux locaux d'acteurs : entrepreneurs, élus locaux,... et avec les acteurs nationaux (États..) et internationaux (firmes..) **C'est le local qui, dans ce cas comme dans d'autres, entraînera le régional.**



D'autres pistes

Des filières ou secteurs :

Label « mangues SKBO » ?

Réseau des gares routières face au rail ?

Fonctions vétérinaires transfrontalières ?

Centrale d'achat d'outils pour les artisans

Etc

Infrastructures et aménagement du territoire :

Plan concerté des autorités locales et nationales

Très grosse productrice de **mangues**, la zone SKBO souffre de graves lacunes en matière de traitement phytosanitaire et de commercialisation. Une usine est en projet avancé à Sikasso. Les meilleurs sites d'approvisionnement pour cette usine ne sont pas nécessairement au Mali (le site d'Orodara au Burkina Faso est sans doute bien placé pour satisfaire les exigences de qualité..). Concertation/négociations à susciter entre Maliens et Burkinabès : apprentissage, synergies, labélisation ? Mais, comme le disent les coopératives : «en dépit de notre proximité, l'existence des frontières rend difficile les projets communs». Le problème commun aux **transporteurs** des trois sites est celui de **l'adaptation au nouveau contexte lié au développement inéluctable du transport du coton et des carburants par le rail**. Seule une «confédération» des 3 gares routières peut permettre une négociation structurée autour de cet enjeu avec SITARAIL. Un dossier qui pourrait être mené en étroite collaboration avec le NET TRANS-LOG du REAO. **Bétail : une fonction vétérinaire commune** au service du développement d'une filière viande compétitive face à la concurrence de plus en plus forte des viandes d'Afrique australe ?

L'un des problèmes communs aux **artisans** des trois sites est celui de **l'approvisionnement en pièces détachées, principalement en provenance du Nigeria** : organisation d'une fonction commune d'approvisionnement pour réaliser des économies d'échelles ?

L'aménagement du territoire régional est aujourd'hui une démarche inexistante ou faible en Afrique de l'Ouest. Favoriser des «requêtes» définies sur la base de plans d'AMT négociés au niveau local-régional.



«Entrer par le coton»

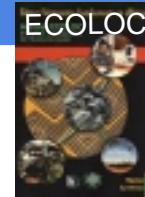
Oser l'espace et la durée

Engagement politique local et national

Travail patient de contact et de mise en réseau
d'abord des OP, puis des autres acteurs

Donner aux acteurs l'information sur ce qu'ils
sont

Accompagner la négociation



La procédure proposée est relativement simple.

Elle suppose d'abord d'**accepter de prendre le «pays frontière» comme espace de négociation et d'action locales**. Elle suppose ensuite **un engagement dans la durée**. Cet engagement dans la durée s'adresse bien sûr aux Bailleurs de Fonds qui souhaiteront appuyer l'initiative et qui pourront justifier cette durée sur la base de la dimension «prévention des conflits» de l'expérience. Mais elle s'adresse aussi et surtout à l'ensemble des acteurs africains impliqués, locaux, nationaux et régionaux.

Un engagement politique fort, d'abord local puis national est indispensable. Dans la durée, les élus locaux doivent être les cautions du processus ; ils doivent en tirer les messages politiques et devenir des «médiateurs sociaux transfrontaliers».

Si on prend l'exemple du coton, qui est probablement la porte d'entrée la plus évidente et la plus importante pour la zone SKBO, **un travail patient d'information et de concertation des OP doit être mené** ; de préférence, sous la responsabilité d'une structure ouest-africaine comme le ROPPA.

Mais très rapidement, il est indispensable de nourrir ce travail de médiation et de concertation par **de l'information**. On n'agit pas quand on ignore qui l'on est ; on ne négocie pas quand on ne sait pas combien on pèse. Pour dire aux producteurs combien ils sont, combien ils produisent, ce qu'ils génèrent comme valeur ajoutée, combien d'emplois, indirects, etc. : les outils ECOLOC.

Il est enfin indispensable de **mettre à la disposition du processus, une capacité d'accompagnement, d'expertise technique et d'appui à la négociation**.



L'interdépendance économique au service de la prévention des conflits

Aujourd'hui, les acteurs de la zone SKBO parlent de «pratiques xénophobes» de part et d'autre des frontières.

Outre les intérêts économiques de stimulation des filières agro-alimentaires, Créer ou resserrer les communautés d'intérêts entre les acteurs constitue la meilleure forme de prévention des conflits.

